



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Intervention au Graduate Institute of International
and Development Studies**

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Genève

Jeudi 1^{er} avril 2021

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mesdames et Messieurs,

Beaucoup a déjà été dit sur les conséquences de la crise de la Covid-19 et sur le monde d'après.

J'aborde donc cette intervention avec humilité.

S'il y a un sujet sur lequel le principe de précaution devrait trouver à s'appliquer, c'est bien sur le discours des politiques. Ils prédisent souvent des choses qui n'arrivent jamais et ils font arriver des choses qu'ils n'avaient pas prévues.

Je me contenterai donc aujourd'hui d'une pensée, de quatre convictions et d'un vœu qui, je l'espère, ne restera pas un vœu pieux.

Ma pensée, elle va à toutes les familles qui ont perdu un être cher. Elle va à tous ceux qui souffrent. Elle s'étend aux soignants, aux infirmières, au personnel hospitalier, à toutes ces femmes et à tous ces hommes exceptionnels qui sont au bord de l'épuisement et qui continuent à se dévouer au quotidien, pour nous.

En France, comme dans le reste de l'Europe, nous n'avons jamais fait passer l'économie avant la santé, et nous ne ferons jamais passer l'économie avant la santé. Nous avons toujours fait de la santé la priorité absolue.

C'est notre honneur, c'est notre dignité. C'est aussi le sens des dernières décisions qui ont été prises par le Président de la République.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Quatre convictions, ensuite :

Ma première conviction, c'est que nous avons su tirer les leçons des crises précédentes.

Nous n'avons reproduit en Europe ni les erreurs de 1929, ni celles de 2008. Nous n'avons laissé tomber ni les entreprises, ni les salariés.

Nous avons tiré les leçons de 1929 en apportant un soutien économique massif aux économies européennes.

Le « quoi qu'il en coûte » du président de la République a sauvé l'économie française. Il nous permettra aussi de rebondir plus vite et plus fort.

On peut améliorer notre réponse sanitaire, mais on est aussi en droit de saluer l'efficacité de notre réponse économique et sociale.

Nous avons aussi retenu la leçon de 2008, en ne rétablissant pas trop vite nos finances publiques.

Soyons clairs, la priorité européenne doit être de retrouver notre niveau économique d'avant crise, pas d'avoir un budget en équilibre. L'équilibre budgétaire doit suivre le retour de la croissance. Il ne peut pas et il ne doit pas le précéder.

Ma deuxième conviction, c'est qu'il n'y a pas de « monde d'après ».

Il y a un seul monde, le nôtre, qui a montré sa fragilité à l'occasion de cette crise et dont nous sommes tous responsables.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pendant des siècles en Europe, le monde a été l'objet de notre technique. Nous avons exploité ses ressources, nous avons puisé dans ses réserves, nous l'avons transformé à notre profit. Nous avons fait comme si ses ressources étaient inépuisables, sa survie acquise et son renouvellement naturel.

Avec cette crise, nous avons appris la fragilité du monde. Nous avons appris que la force du vivant pouvait se retourner contre nous et rendre notre monde inhabitable.

Un monde inhabitable n'est plus un monde, c'est un enfer.

La question environnementale est donc pour les siècles à venir la question essentielle.

Cela veut-il dire abandonner la science et la technique ? Laisser le monde revenir à son état de nature ? Certainement pas.

La nature seule est aussi, pour l'homme, un enfer : elle est inhospitalière, elle lui est indifférente.

Nous devons employer la technique à la réconciliation du progrès et de la préservation de la nature.

Nous devons tracer le chemin qui nous permettra, nous les humains, de vivre mieux, plus longtemps, en meilleure santé et sans en faire payer le prix à notre planète.

Notre intelligence doit servir non plus à exploiter les ressources mais à les utiliser, non plus à détruire notre environnement mais à le préserver, non plus à domestiquer la nature mais à en tirer le meilleur.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Je prendrai un exemple : l'énergie.

Nous allons avoir un besoin massif d'énergie décarbonée dans les décennies à venir.

Pour la produire, nous allons avoir besoin de toutes les technologies décarbonées. Les énergies renouvelables, bien entendu, mais aussi l'énergie nucléaire.

La France continuera donc à investir dans le **nucléaire**, avec un demi-milliard d'euros qui lui sont consacré dans France Relance. Nous ne sommes pas les seuls à faire ce choix en Europe (Hongrie, Roumanie, Slovaquie), ni dans le monde (Chine, Inde, Emirats arabes unis).

Nous croyons à la pertinence du nucléaire pour la production de l'électricité et nous voulons que cette énergie soit reconnue comme telle dans la taxonomie européenne.

Cela ne nous interdit pas d'investir aussi massivement dans les technologies de rupture comme **l'hydrogène**. 7 milliards d'euros seront investis dans l'hydrogène d'ici 2030. Nous voulons, avec l'Allemagne, accélérer le développement européen de l'hydrogène pour décarboner notre industrie et décarboner les transports.

Quelle conclusion tirer de cet exemple sur l'énergie ?

Nous ne parviendrons à réconcilier progrès et environnement que par l'innovation.

L'innovation doit se mettre au service de la lutte contre le réchauffement climatique, pour observer, comme avec le satellite Copernicus, pour gérer l'énergie avec l'intelligence



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

artificielle, pour produire de l'énergie propre, comme avec l'hydrogène, pour développer nos technologies nucléaires, en investissant notamment dans les « Small and Medium sized reactors ».

Ma troisième conviction, c'est que le développement des échanges commerciaux doit aller de pair avec l'affirmation de notre indépendance productive.

Les échanges commerciaux font notre richesse, mais ils ne font pas notre indépendance. Et notre indépendance n'a pas de prix.

Dans les heures les plus difficiles de la pandémie, les hôpitaux publics des pays développés ont pris conscience d'une réalité essentielle : nous restons dépendants de la production de continents étrangers. Nous pouvons manquer de matériel pour les anesthésies, de masques pour nous protéger, de principes actifs pour nos médicaments.

Cette dépendance touche d'autres secteurs vitaux de notre nation : nous avons manqué de semi-conducteurs pour l'industrie automobile, de batteries pour nos voitures électriques.

Nous, Européens, dans un renversement spectaculaire des rapports de force mondiaux, nous sommes devenus dépendants de l'Asie et de la Chine pour notre vie quotidienne.

Cette dépendance est dangereuse. Elle est inacceptable politiquement. Elle nous fragilise économiquement.

Cette prise de conscience a donc agi comme un *wake-up call* salutaire.

Évitons les fausses prophéties : les échanges mondiaux ne s'arrêteront pas. Ils ont d'ailleurs déjà repris. C'est au bouchon qu'on voit le vin, comme nous le disons en France,



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

c'est à un porte-conteneurs bloqué dans le canal de Suez qu'on voit que le commerce mondial a repris.

Que signifie ce *wake-up call* ? Il signifie la nécessité d'identifier des chaînes de valeur que nous considérons comme stratégiques pour les développer sur nos continents européens ou américains.

L'Amérique de Biden a commencé ce travail d'identification des chaînes de valeur stratégiques.

Le plan américain, quoi que l'on en pense, a une ambition. Le retour des ambitions américaines est une bonne chose. La meilleure réponse aux ambitions américaines n'est pas de nous y opposer, mais d'avoir nous, Européens, le même niveau d'ambition, pour notre économie, pour nos emplois, pour nos nations.

Au lieu de faire des comptes d'apothicaires, pour savoir si nous retrouverons en septembre ou en janvier 2022 notre équilibre budgétaire, ayons plutôt l'ambition de retrouver de la croissance et des emplois pour tous.

L'Europe a également commencé ce travail d'identification des chaînes de valeur stratégiques.

L'Europe, sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, a davantage progressé en douze mois sur sa politique industrielle qu'en un demi-siècle d'existence.

Elle a changé de doctrine : elle accepte le soutien public, elle fait évoluer le droit de la concurrence. Elle défend une politique industrielle cohérente et puissante.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Elle a changé de rythme. En moins de deux ans, nous aurons adopté des projets importants d'intérêt européen commun sur les batteries électriques, sur les semi-conducteurs, sur le Cloud souverain, sur l'hydrogène et nous travaillons sur de nouveaux projets dans la santé ou les biotechnologies.

L'Europe a aussi changé d'ambition.

Ne mettons pas d'autre limite à notre ambition économique que le climat. C'est la seule limite. Pour le reste, autorisons-nous toutes les ambitions.

Lorsque nous lançons un PIIEC sur les semi-conducteurs, nous finançons en priorité les semi-conducteurs d'une taille supérieure à dix nanomètres mais nous ne nous interdisons pas de coopérer avec Taïwan et TSMC pour des semi-conducteurs d'une taille inférieure à dix nanomètres.

Nous réfléchissons au déploiement d'une constellation satellitaire à basse orbite capable de concurrencer les constellations américaines et chinoises.

Nous réfléchissons à la nouvelle génération de lanceurs.

L'Europe doit retrouver, avec cet objectif de lutte contre le réchauffement climatique, le goût de la conquête et du progrès.

Ma quatrième conviction : nous entrons dans le temps des empires nationaux.

Les Britanniques sont un peuple excentrique. La dernière excentricité en date de cet ancien empire aura été de quitter l'Union européenne au moment où l'Union européenne n'aura jamais été aussi nécessaire.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ils ont fait le choix du splendide isolement au moment où nous faisons celui du splendide rassemblement de nos forces.

Ils font le deuil de leur empire mourant, le Commonwealth, mais ils refusent de contribuer à un empire naissant : l'Europe. C'est dommage pour eux, c'est dommage pour nous, Européens, qui avons besoin des Britanniques, notamment dans le domaine militaire.

Les Britanniques nous disent que les vaccins ne plaident pas pour la cause de l'Europe.

Certes. Mais regardons un peu plus loin que le bout de notre seringue, et observons la réalité des rapports de force mondiaux sur le temps long.

Par quoi ces rapports de force seront-ils déterminés ?

Par trois données stratégiques qui doivent guider nos choix politiques dans les décennies à venir :

1. La première donnée est la **démographie**. Il n'y a pas de puissance sans dynamisme démographique. Le vieillissement a un coût. La démographie ne peut pas être le parent pauvre des politiques publiques.
2. La deuxième donnée est **l'innovation technologique**. Il n'y a pas de souveraineté politique sans souveraineté technologique. C'était une règle de la géopolitique, cela devient une loi au temps du calcul quantique, de l'intelligence artificielle et des énergies nouvelles. Cette innovation a un seul défaut : elle a un coût vertigineux. Ce coût ne peut être assuré que dans le regroupement de nos forces.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Aucun Etat européen ne peut investir seul 30 milliards d'euros dans le développement de l'hydrogène. Mais ensemble, nous le pouvons. Aucun Etat européen ne peut construire seul une usine de production de semi-conducteurs. Mais ensemble, nous le pouvons. L'innovation et la recherche sont les clés du XXIème siècle. Ce n'est pas un hasard si la Chine, dans son dernier plan quinquennal, a mis en place un crédit impôt recherche à 75 %.

- 3.** La troisième donnée est **la culture**. Il n'y a pas de puissance durable sans culture forte. Lorsque la Chine défend ses nouvelles routes de la soie, elle impressionne. Lorsqu'elle maltraite les Ouïghours, elle effraie. Dans un cas, elle se renforce, dans l'autre, elle s'affaiblit.

Comment ces nouveaux rapports de force se manifestent-ils ?

D'abord par la défense des intérêts technologiques. Plus que jamais, il est nécessaire de protéger nos technologies contre le pillage. Le renforcement du décret sur le contrôle des investissements étrangers en France et les dispositifs similaires en Europe vont dans ce sens.

Nous devons aussi défendre nos choix économiques et de société. A quoi bon décarboner notre économie si nous réimportons massivement des produits carbonés ? Nous avons besoin d'un mécanisme d'inclusion carbone aux frontières de l'Union européenne.

Dernière question enfin : qui sera membre de ce club des Empires nationaux ?

La Chine et les États-Unis, naturellement. La Russie, par défaut, la Turquie, par influence.

L'Union européenne aussi, si elle prend conscience que l'histoire n'attend pas.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Une course de vitesse est engagée dans laquelle les lenteurs d'exécution, les retards à l'allumage, les hésitations dans les décisions nous disqualifient.

L'Europe doit assumer sa puissance, elle doit revendiquer ses valeurs, son idéal démocratique, son respect de l'individu, son combat contre le changement climatique. Mais elle doit apprendre la vitesse.

Est-ce en s'intégrant dans une fédération ? Je ne le pense pas. Les États-Unis ne peuvent pas être le modèle de la construction européenne.

Est-ce dans le respect des nations ? C'est ce que je crois. Nous devons apprendre à vivre avec ce paradoxe inhérent à l'Europe : toujours plus d'intégration, avec toujours autant de nation. L'intégration européenne ne doit et ne peut se faire que dans le respect des nations qui la composent.

La crise nous a montré que c'est en faisant des choix clairs et résolus que nous obtenons des résultats.

Nous avons réussi la protection économique et le soutien budgétaire parce que nous avons la BCE et l'intégration de la zone euro.

Soit nous avançons vers ces choix résolus, qui doivent nous amener à la majorité qualifiée sur les sujets fiscaux, à un budget de la zone euro, à la solidarité budgétaire, à l'intégration fiscale, à l'union bancaire, et dans ce cas, nous pourrions jouer dans la cour des grands au XXI^e siècle. Soit nous continuons à hésiter entre deux voies, et nous disparaîtrons.

L'Union européenne n'a pas vocation à devenir l'Union soviétique du XXI^e siècle, qui s'est écroulée faute de choix lucides et courageux.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Il y aura au XXI^e siècle deux Empires nationaux : la Chine et les États-Unis. Nous pouvons construire un Empire de nations, qui sera l'Europe.

Enfin, nous devons savoir à quels maîtres nous sommes prêts à obéir : les États, ou les géants du digital ?

Quel empire est acceptable ? Quel empire ne l'est pas ?

Prenons garde à ce que les géants du numérique, sans taxe, sans régulation, sans contrainte, ne puissent prendre la place des États sans avoir de compte à rendre à personne.

Il est temps de taxer à leur juste valeur les géants du numérique.

Il est temps de mettre un coup de frein à leur ambition sur la monnaie. Nous ne pouvons pas accepter qu'une multinationale privée possède la même puissance monétaire qu'un État souverain.

Je redis mon opposition au projet Diem (ex-Libra) porté par Facebook.

Il est temps de les réguler, de leur imposer des règles de fonctionnement sur la diffusion et la valorisation des données.

Les empires ne doivent pas compter dans leurs rangs les géants du digital.

Je terminerai par un vœu : que toute cette période ne finisse pas en conflit.

Quels conflits sont possibles ?



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le premier est un conflit de puissance. La rivalité pour la première place mondiale peut conduire à un conflit entre les États-Unis et la Chine. L'Union européenne, le troisième grand, ne doit pas se laisser entraîner dans cette rivalité.

Elle n'a pas à prendre parti. Elle doit défendre des valeurs et ses intérêts, qui la rapprochent des États-Unis, mais sans rompre avec la Chine.

L'Europe n'a pas vocation à se mettre au milieu du champ de bataille du XXI^e siècle. Elle a vocation à y garantir la paix et des ambitions pour le climat.

Le second porte sur l'environnement. Si nous ne prenons pas garde à défendre les emplois, à garantir les transitions, à assurer les voies de sortie pour tous ceux qui sont dans des activités qui vont disparaître, nous risquons des réactions vives, comme celle que nous avons connues en France avec les Gilets jaunes.

Transition écologique ne veut pas dire précipitation. Cela ne veut pas dire non plus mépris de tous ceux qui sont touchés par les conséquences de la dégradation du climat. Le combat pour l'environnement ne doit pas conduire à une nouvelle lutte des classes au sein des sociétés occidentales.

Enfin, le troisième conflit est lié à la montée des inégalités. C'est une réalité du monde contemporain. Nous devons réduire les inégalités pour éviter et prévenir les conflits qui pourraient en découler.

La mondialisation et les technologies ont creusé les inégalités, conduisant à une méfiance croissante des citoyens vis-à-vis de la mondialisation et de ses bénéficiaires.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

En outre, la crise a accru le risque de divergence entre les pays qui ont les moyens de soutenir leur économie et ceux qui ne les ont pas. Les premiers ont toutes les chances de bénéficier d'un net rebond. Les seconds verront vraisemblablement leur économie s'effondrer.

D'un point de vue économique - pour ne pas parler d'un point de vue moral - les inégalités doivent être combattues. Les inégalités sapent la croissance économique. Elles sapent la démocratie et la bonne gouvernance, deux principes qui sont au cœur de nos valeurs.

Le problème est devenu particulièrement aigu en Afrique. C'est pourquoi je me suis tant impliqué pour mobiliser la communauté internationale et apporter des réponses aux besoins de liquidités des pays africains, mais aussi à leurs besoins structurels à plus long terme – pour leurs systèmes de santé, pour la qualité globale de l'environnement des affaires, pour les investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs de développement durable. Le Sommet pour le financement des économies africaines, que la France accueillera le mois prochain, sera une étape importante dans la résolution de ces problèmes.